

GCS POLE SANITAIRE CERDAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

GCS POLE SANITAIRE CERDAN

Camí de la Ribereta
66800 ERR

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du GCS POLE SANITAIRE CERDAN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du groupement

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du groupement.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du groupement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le groupement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'administrateur du groupement.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du groupement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mauguio, le 19 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Julien DUFRENE

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	213 365	213 363	1	1
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	614 412	96 777	517 634	527 926
	Constructions	17 701 193	9 633 054	8 068 139	9 042 621
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 822 185	1 129 166	693 019	697 816
	Autres immobilisations corporelles	894 591	721 873	172 718	197 121
	Immobilisations corporelles en cours	137 851		137 851	58 358
	Avances et acomptes	6 761		6 761	
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
ACTIF CIRCULANT	Participations évaluées selon mise en équival.	410		410	410
	Autres participations	29 997		29 997	29 997
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	2 500		2 500	2 500
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	819 519		819 519	979 725
	TOTAL (I)	22 242 782	11 794 234	10 448 548	11 536 475
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	13 000		13 000	13 000
	En-cours de production de biens				
COMPTES DE REGULARISATION	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 717 515	5 100	7 712 415	7 057 294
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	938 211		938 211	885 133
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	92		92	92
	DISPONIBILITES	10 446 421		10 446 421	10 047 875
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	51 021		51 021	46 650
	TOTAL (II)	19 166 258	5 100	19 161 159	18 050 043
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		41 409 041	11 799 334	29 609 707	29 586 518
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				160 207	160 207
(3) dont à plus d'un an					5 696

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 000	1 000
	Fonds propres complémentaires	1 602 065	1 602 065
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	6 735 384	6 735 384
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	6 641 408	6 124 379
	Excédent ou déficit de l'exercice	455 779	517 028
	Total des fonds propres (situation nette)	15 435 636	14 979 857
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	69 957	91 320
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	69 957	91 320
Total des fonds propres		15 505 593	15 071 177
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	268 501	325 249
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	268 501	325 249
Provisions	Provisions pour risques	65 561	108 828
	Provisions pour charges	793 245	912 978
	Total des provisions	858 806	1 021 806
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 257 299	5 690 878
	Emprunts et dettes financières divers	4 691 808	4 700 498
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	853 929	924 147
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 707 001	1 784 092
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	126 630	4 952
	Autres dettes	340 139	63 720
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	12 976 807	13 168 286
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		29 609 707	29 586 518
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		455 778,61	517 028,44
(1) Dont à moins d'un an		8 051 508	7 798 484
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	620 540	751 352
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 231 168	3 188 944
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	12 079 442	11 830 372
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	346 900	175 272
	Utilisations des fonds dédiés	56 748	56 748
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	16 334 799	16 002 688
	Achats de marchandises		83
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	852	2 860
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	5 007 980	4 896 676
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	792 910	726 597
	Salaires et traitements	6 307 225	5 981 973
	Charges sociales	2 411 219	2 233 415
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 237 214	1 264 719
	Dotation aux provisions	65 561	40 653
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	139 286	38 451
	Total des charges d'exploitation	15 962 247	15 185 426
RESULTAT D'EXPLOITATION		372 552	817 262

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		372 552	817 262
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	183 941	18 445
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		183 941	18 445
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	155 790	178 714
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		155 790	178 714
RESULTAT FINANCIER		28 151	(160 268)
RESULTAT COURANT avant impôts		400 703	656 994
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	65 561	48 504
	Sur opérations en capital	53 281	18 447
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		181 560
	Total des produits exceptionnels	118 842	248 511
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	43 834	388 476
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		43 834	388 476
RESULTAT EXCEPTIONNEL		75 008	(139 965)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		19 932	
TOTAL DES PRODUITS		16 637 582	16 269 644
TOTAL DES CHARGES		16 181 803	15 752 616
EXCEDENT ou DEFICIT		455 779	517 028
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **29 609 707** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **16 637 582** euros
 - un total charges de **16 181 803** euros
 - dégage un résultat de **455 779** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **GCS POLE SANITAIRE CERDAN** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Description de l'entité :

Le GCS Pôle Sanitaire Cerdan a été créé le 21 Mai 2015 et a démarré son activité le 1er Juin 2015. L'arrêté d'autorisation est en date du 11 Mai 2015. L'exercice 2024 a une durée de 12 mois.

Activités du GCS « Pôle Sanitaire Cerdan » :

Le G.C.S. « Pôle Sanitaire Cerdan » est autorisé à exercer l'Activité de **médecine** (dont autorisation **de 3 lits de soins palliatifs**) sur le site de la Maison médicale Joseph Sauvy située à ERR conformément à la Décision de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du Languedoc Roussillon n°2011-508 du 21 avril 2011. L'autorisation a été renouvelée le 3 février 2022 pour une durée de 7 ans.

Le G.C.S. « Pôle Sanitaire Cerdan » est autorisé à exercer l'Activité de **SMR Polyvalents** en Hospitalisation Complète et à Temps Partiel sur le site du centre des Escaldes situé à Villeneuve les Escaldes conformément à la Décision de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du Languedoc Roussillon ARS LR/2014-2201 du 10/12/2014. L'autorisation est renouvelée à compter du 29 juin 2020 pour une durée de 7 ans.

Le G.C.S. « Pôle Sanitaire Cerdan » est autorisé à exercer l'Activité de **SMR spécialisé pour les affections de la personne âgée poly pathologique dépendante ou à risque de dépendance** sur le site de la Maison médicale Joseph Sauvy située à ERR, conformément à la Décision de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du Languedoc Roussillon ARS LR/2014-2201 du 10/12/2014, L'autorisation est renouvelée à compter du 29 juin 2020 pour une durée de 7 ans.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Il est **autorisé à exercer l'Activité de Soins de Longue Durée** sur le territoire de santé de Perpignan, conformément à la Décision ARS LR / n°2011-1390 du 29 septembre 2011. Cette autorisation est confirmée par le Procès-verbal de la visite de conformité du 24 avril 2012. L'autorisation a été renouvelée le 11 juillet 2022 pour une durée de 7 ans.

Le 12 décembre 2013, une convention tripartite a été signée entre le GCS « Pôle Sanitaire Cerdan », le Conseil Général des Pyrénées Orientales et l'Agence Régionale de Santé du Languedoc Roussillon pour l'activité d'USLD.

Après demande, le GCS « Pôle Sanitaire Cerdan » est autorisé à exercer ces activités sur le site actuel de Err, 11 cami de la Ribereta, conformément à la décision ARS LR / 2014-2201 approuvant le transfert du lieu d'implantation de l'activité.

La visite de conformité réalisée le 30 juin 2015 a émis un avis favorable à la mise en œuvre des activités sur le site de Err.

Le GCS Pôle Sanitaire Cerdan avait mis en œuvre à partir du 20/10/2016, à la suite d'une visite de conformité, une structure expérimentale « Plateforme d'Information et d'Orientation gérontologique du plateau Cerdan conformément à l'arrêté ARS LR MP n° 2016 – 575. En mai 2021, le GCS PSC a été informé du démarrage du projet DAC 66 visant à fusionner la PIOG avec les PAERPA LIKE. De ce fait, sachant que son autorisation ne serait pas prolongée, et l'activité étant plus difficilement accomplissable du fait du manque de personnel dans ce service, le GCS PSC a décidé d'arrêter cette activité à compter du 04 août 2022 après en avoir informé l'ARS.

Par l'avenant n°1 à l'annexe 9 « Reconnaissances Contractuelles » au CPOM 2013-2018, le GCS Pôle Sanitaire Cerdan est autorisé à mettre en œuvre le dispositif d'Equipe Mobile de Gériatrie et de Soins Palliatifs Gériatrique au 15/09/2017. La visite de conformité réalisée le 06/11/2017 a émis un avis favorable.

Par un contrat de soutien à l'investissement et à la transformation du service public hospitalier, le GCS Pôle Sanitaire Cerdan s'est vu reconnaître Hôpital de Proximité.

Moyens mis en place au sein du GCS « Pôle Sanitaire Cerdan » :

Le GCS Pôle Sanitaire Cerdan met les moyens en œuvre suivants pour exercer ses activités de soins :

- Respecter les conditions d'implantation de l'activité de soin ainsi que les conditions techniques de fonctionnement caractéristiques du projet tel qu'il aura été autorisé.
- Respecter les effectifs et la qualification des personnels prévus et à ne pas modifier les caractéristiques du projet tel qu'il aura été autorisé.
- Respecter le montant des dépenses à la charge de l'assurance maladie ou le volume d'activité prévu par le CPOM, en application de l'article L 6122-5 du code de la santé publique.
- Le suivi des indicateurs définis dans le présent dossier ainsi que l'évaluation telle qu'elle est prévue aux articles R. 6122-23, R. 6122-24 et R. 6122-32-2 du code de la Santé Publique.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- La transmission des informations nécessaires au bon fonctionnement du réseau opérationnel (ROR)
- La mise en place et l'utilisation du logiciel d'orientation des patients « Via Trajectoire ».

Faits caractéristiques de l'exercice :

Activité et ressources humaines

Le taux d'occupation est légèrement en baisse et passe 66% à 65%. La répartition de ce taux moyen par service est la suivante :

- USLD 83% (cette unité a subi un Cluster Covid en juin 2023 et souffre toujours de l'absence de médecin coordinateur)
- SMR 62%
- Médecine 63%

En termes de ressources humaines, le fonctionnement de l'établissement a subi et subit encore actuellement à l'instar de tous les établissements de santé de France, la pénurie de personnels consécutive à la crise sanitaire : manque de personnels médicaux et soignants en particulier. Il manque en particulier 4 ETP d'infirmier, 1 médecin et 1 DIM.

L'activité de la PIOG n'a donc pas fonctionné sur 2024 tout comme durant l'année 2023.

Une extension du bâtiment est prévue afin d'avoir une zone dédiée aux consultations, une balnéo, une salle de personnel, une salle de garderie et une zone de stockage. Les travaux n'ont pas encore commencé au 31/12/2024.

Aide à la restauration des marges

La GCS PSC a bénéficié d'une aide à la restauration des marges versée par l'ARS d'un montant total de 1 602 065 €. Cette aide vise à contribuer à l'investissement tout en réduisant l'endettement et porte sur la période 2021 -

2029. L'échéancier global de versement est le suivant :

- 2/10 ème en 2022 soit 320 413 € correspondant au 1er versement (cette somme aurait dû être perçue en 2021)
- 1/10 ème de 2022 à 2029 : 160 206 €.

Au titre de l'exercice 2021, cette aide a été comptabilisée dans sa totalité dans le compte 102 400 01 Dotations aux établissements de santé prévues à l'article 50 de la LFSS pour 2021 (pour la partie Ressource) et dans le compte 276 300 00 Créances au titre des dotations aux établissements de santé prévues à l'article 50 de la LFSS pour 2021 (pour la partie Emploi).

Des mécanismes de reprise sont prévus dans l'article 8 du contrat :

- en cas de constat que le cout final de l'opération ou le niveau des charges compensées en lien avec l'engagement est notablement inférieur à son cout prévisionnel ;
- en cas de constat d'inexécution partielle ou totale d'un ou plusieurs engagements.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Le GCS PSC a reçu les deux premières échéances sur 2022 qui s'élèvent pour un montant total de 480 620 €. Elle a payé la quatrième sur 2024 qui s'élève à 160 206€.

Principes, règles et méthode d'évaluation :

Principes et règles

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions résultant du nouveau règlement comptable applicable aux Associations, le Règlement ANC 2018-06 homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des Associations et Fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Méthodes d'évaluation

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La durée d'amortissement des bâtiments ainsi que des agencements a été réduite en 2018 afin d'être plus proches des standards pratiqués. Ainsi le bâtiment est amorti sur 30 ans au lieu de 40 et les agencements entre 15 et 20 ans au lieu de 20 et 25 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels : 3 ans ;

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- Agencements : 10 et 20 ans (20 ans pour IGAAC froid) ;
- Matériel et outillage : 5 et 10 ans ;
- Matériel informatique : 3 ans ;

- Mobilier : 5 et 10 ans.

La construction est amortie suivant le plan détaillé ci dessous :

- Terrassement : 30 ans ;
- Gros oeuvre : 30 ans ;
- Charpente couverture : 24 ans ;
- Menuiseries extérieures : 15 ans ;
- Mettallerie : 20 ans ;
- Cloison isolation plâtrerie : 15 ans ;
- Menuiserie intérieures : 10 ans ;
- Revêtements sols et murs : 10 ans ;
- Faux plafonds : 20 ans ;
- Peinture : 10 ans ;
- Ascenseurs : 15 ans ;
- Plomberie, sanitaire, clim : 20 ans ;
- Fluides médicaux : 10 ans ;
- Electricité courants forts : 15 ans ;
- Electricité courants faibles : 15 ans ;
- Appel malade : 15 ans ;
- Aménagement intérieur cuisine : 20 ans ;
- VRD : 30 ans ;
- Cloisons isothermes : 15 ans ;
- Aménagement cuisine: 15 ans.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Fonds associatif avec droit de reprise :

Pour rappel, suite à un accord intervenu entre le GECT-HC et le GCS Pôle Sanitaire Cerdan, le 25 Février 2016, il a été convenu entre les parties que la subvention d'investissement d'un montant de 4 615 385 € reçue par le GCS au titre du financement du bâtiment à son actif n'a pas la nature d'une subvention amortissable, mais d'une subvention d'investissement ouvrant un droit sur la valeur du bâtiment au GECT - HC dans la limite de 4 615 385 €.

L'analyse de cet accord du 25 Février 2016 à la lumière du nouveau règlement comptable applicable aux associations nous à amener à comptabiliser en Fonds propres avec Droit de

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Reprise ces 4.6 M€, plutôt qu'une subvention d'investissement. En effet, l'accord entre GECT-GCS traduit une volonté d'attacher à ce mode de financement un droit de reprise de 30% de la valeur de bien dans la limite de 4,6M €.

Disponibilités :

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Effectif moyen :

Le personnel du GCS se décompose de la manière suivante :

- Personnel salarié GCS : 137 ;
- Personnel intérimaire : 4.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 50 979 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 36 960 euros (28 560 € pour l'exercice 2024 et 8400 € pour l'exercice 2023) ;
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L.822-11 : 14 020 euros.

Dettes garanties par des sûretés réelles :

Au 31 décembre 2024, les prêts contractés par le GCS auprès de la BNP et de la Banque Francaire du Crédit Coopératif (hors prêts renégociés en 2017) ont été garantis par une hypothèque conventionnelle de 1er rang, pari passu et à rang égal entre les partenaires bancaires la future construction appartenant au GCS.

Le capital restant du au 31/12/2024 relatif à ces prêts est de 3 159 623 euros.

Les prêts repris par le Crédit Coopératif auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole en 2017 ont été garantie par une caution de la Compagnie Européenne de Garanties et cautions à hauteur de 75% du capital plus intérêts. Le capital restant du au 31/12/2024 relatif à ces prêts est de 2 110 494 euros.

Les autres garanties portant sur les emprunts sont les suivants :

- Hypothèque conventionnelle pour 2 688 000 €
- Emprunt Crédit Coopératif (capital restant du au 31/12/2024 : 360 455 €) :
 - caution personne morale un montant de 5 262,64 € de GEGC
 - Caution pour un montant de 180 227,66 € de CEGC
- Emprunt Crédit Coopératif (capital restant du au 31/12/2024 : 1 750 039 €) :
 - caution personne morale un montant de 1 326 178,80 € de GEGC
- Emprunt Crédit Coopératif (capital restant du au 31/12/2024 : 338 480 €) :
 - caution personne morale un montant de 258 395,79 € de GEGC

Engagement en matière de pensions et retraites :

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Méthode de calcul retenue : méthode prospective

Cette méthode projette le total des droits qui seront acquis à la date de départ en retraite et en affecte une quotité à chaque année de travail. Les droits acquis sont affectés en fonction du

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

salaire estimé en fin de carrière et du prorata d'ancienneté à la date d'évaluation par rapport à l'ancienneté au moment du départ. Cette méthode permet de niveler l'engagement sur la durée probable de vie du salarié dans l'entreprise.

L'engagement s'élève à 793 245 euros.

Les hypothèses de calcul retenues sont :

- Age de départ : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,38%
- Taux de charges patronales moyen : 50 %
- Taux d'évolution salariale : 3,00%

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	219 708			6 344	213 365
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	219 708			6 344	213 365

CORPORELLES	Terrains	614 412				614 412
	Constructions sur sol propre	6 990 649		1 529		6 992 179
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement aménagement	10 709 014				10 709 014
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 674 387		149 554	1 756	1 822 185
	Instal., agencement, aménagement divers					
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	872 239		72 158	49 806	894 591
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations grévées de droits					
	Immobilisations corporelles en cours	58 358		79 493		137 851
	Avances et acomptes			6 761		6 761
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 919 059		309 495	51 562	21 176 992

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence	410				410
	Autres participations	29 997				29 997
	Autres titres immobilisés	2 500				2 500
	Prêts et autres immobilisations financières	979 725			160 207	819 519
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 012 632			160 207	852 425

TOTAL		22 151 399		309 495		218 112	22 242 782
--------------	--	-------------------	--	----------------	--	----------------	-------------------

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	219 707		6 344	213 363
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	219 707		6 344	213 363
CORPORELLES	Terrains	86 485	10 292		96 777
	Constructions sur sol propre	2 134 727	286 833		2 421 559
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	6 522 316	689 178		7 211 495
	Instal technique, matériel outillage industriels	976 572	154 349	1 755	1 129 166
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	675 117	96 562	49 806	721 873
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations grevées de droits					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 395 217	1 237 214	51 561	11 580 871
TOTAL		10 614 924	1 237 214	57 905	11 794 234

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	108 828		108 828	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	912 978		119 733	793 245
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		65 561		65 561
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 021 806	65 561	228 561	858 806
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	5 697		597	5 100
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	5 697		597	5 100
TOTAL GENERAL		1 027 503	65 561	229 158	863 906

Dont dotations
et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

65 561

229 158

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Les autres provisions pour risques correspondent :
- pour 793 245 euros aux provisions pour IDR ;
- pour 65 561 euros aux provisions pour risque.

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat exprimé en euros							
Subventions d'exploitation							
	325 249		56 748			268 501	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	325 249		56 748			268 501	

Cette provision réglementée correspond à des versements anticipés de dotations budgétaires supplémentaires destinées à financer des investissements futurs.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	819 519	160 207	659 312
	Clients douteux ou litigieux	2 444	2 444	
	Autres créances clients	7 715 070	7 715 070	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	20 843	20 843	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	2	2	
	Divers			
	Groupe et associés	810 784	810 784	
	Débiteurs divers	106 581	106 581	
	Charges constatées d'avance	51 021	51 021	
TOTAL DES CREANCES		9 526 265	8 866 953	659 312
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice		160 207		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	5 257 299	444 970	1 771 712	3 040 617
	Emprunts et dettes financières divers	121 660	8 690	34 760	78 210
	Fournisseurs et comptes rattachés	853 929	853 929		
	Personnel et comptes rattachés	674 911	674 911		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	860 561	860 561		
	Impôts sur les bénéfices	19 932	19 932		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	151 596	151 596		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	126 630	126 630		
	Groupe et associés	4 570 148	4 570 148		
	Autres dettes	340 139	340 139		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		12 976 807	8 051 508	1 806 472	3 118 827
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		441 752			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics						11 904 444
Subventions d'exploitation						174 998
Subventions d'investissement						
TOTAL						12 079 442

L'ensemble des concours publics et subventions sont financés par l'ARS.

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	126 814			126 814
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	126 814			126 814
Quotes-parts virées au compte de résultat	35 494	21 363		56 857

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		574 846
Autres créances clients		306 899
<i>Clients, adhérents, usagers-Factures à établir</i>	306 899	
Autres créances		267 947
<i>Autres produits à recevoir</i>	65 561	
<i>Intérêts courus à recevoir</i>	202 386	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		1 413 466
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		9 158
<i>Intérêts C.N.E.</i>	<i>9 158</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		436 061
<i>Frs factures non parvenues</i>	<i>403 455</i>	
<i>Fact.non parv. -Frs PPC</i>	<i>32 606</i>	
Dettes fiscales et sociales		968 246
<i>Personnel - Dettes prov. CP RTT Autres compteurs</i>	<i>650 004</i>	
<i>Charges sociales CP RTT Autres compteurs</i>	<i>318 242</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			51 021
Autres CCA		16 494	
Assurances multirisque & responsabilité civile		28 956	
Assurances auto		5 571	
Formation AS			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			51 021

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Produits et Charges exceptionnels au 31/12/2024

Détail des produits et charges exceptionnels :	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
PENALITES	15 189	
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION	28 646	
PRODUITS CESSIONS ELEMENTS D ACTIFS		3 000
QP SUBVENTION		21 363
AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS		28 918
PROUITS EXERCICES ANTERIEURS		65 561
Totalisation	43 834	118 842

Transferts de charges

Etat exprimé en euros		31/12/2024
TRANSFERT CHARGES EXPLOITATION		41 182
TRANSFERT CHARGES FORMATION		76 561
TOTAL		117 743

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	1 000			1 000
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	1 602 065			1 602 065
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	6 124 379	517 028		6 641 408
Résultat de l'exercice	517 028	455 779	517 028	455 779
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports	6 735 384			6 735 384
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	91 320		21 363	69 957
Provisions réglementées				
TOTAL	15 071 177	972 807	538 391	15 505 593